



Gilles Tournier

Expert-Comptable - Commissaire aux comptes

ASSOCIATION LA CLAUZE
SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION

12170 – SAINT-JEAN DELNOUS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Gilles TOURNIER
Commissaire aux comptes
9 Avenue Maréchal Joffre
12000 RODEZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA CLAUZE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ, le 12 Juin 2024

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

BILAN ASSOCIATION "LA CLAUZE"

ACTIF

INTITULE	EXERCICE 2023			EXERCICE 2022
	BRUT (Euros)	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET (Euros)	NET (Euros)
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<i>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</i>				
Logiciels	296 684	268 089	28 595	32 477
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>				
Terrains	52 330	0	52 330	52 330
Constructions sur sol propre	248 234	128 639	119 595	132 007
Constructions sur sol d'autrui	8 316 057	4 079 282	4 236 775	4 428 708
Installat° Techn., Matériel médical et Outillage	1 103 403	908 983	194 420	265 816
Mobilier, Informatique et autres Immob. Corporelles	1 455 058	1 139 230	315 828	353 508
Constructions, Agencements en cours	0		0	49 799
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i>				
Participations, Parts sociales	9 268	0	9 268	9 121
Dépôts et cautionnements	7 370		7 370	7 370
TOTAL 1	11 488 404	6 524 223	4 964 180	5 331 136
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<i>STOCKS ET EN-COURS</i>	111 242		111 242	95 193
Pharmacie	51 974		51 974	40 947
Autres Matériels Médicaux	53 016		53 016	43 617
Combustibles	6 252		6 252	10 628
<i>CREANCES</i>				
<i>REDEVABLES--CPTES RATTACHES</i>				
Créances Gelée Caisse Pivot 2003	73 626	73 626	0	0
Créances Caisse Pivot	937 223		937 223	452 622
Créances Hospitalisés, Mutuelles	197 148	7 913	189 235	212 190
Créances Diverses	67 011	46 805	20 206	28 623
<i>DISPONIBILITES</i>	0		0	523 422
Produits à recevoir	47 264		47 264	184 842
Charges Constatées d'Avance	43 558		43 558	27 706
Charges à Etaler	0		0	0
Compte transitoire ou d'attente	0		0	0
TOTAL 2	1 477 072	128 344	1 348 728	1 524 598
TOTAL GENERAL	12 965 476	6 652 567	6 312 908	6 855 734

BILAN ASSOCIATION "LA CLAUZE"

PASSIF

(avant affectation de résultat)

INTITULE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
	NET (Euros)	NET (Euros)
CAPITAUX PROPRES		
FONDS ASSOCIATIFS SANS REPRISE	135 691	135 691
FONDS ASSOCIATIFS AVEC REPRISE	0	0
RESERVE D'INVESTISSEMENT	760 281	760 281
RESERVE DE TRESORERIE	39 826	39 826
REPORT A NOUVEAU ASSOCIATION	790 157	643 064
RESERVE DE COMPENSATION		
 RESULTAT DE L'EXERCICE	-151 756	147 093
 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	611 676	685 446
 PROVISIONS REGLEMENTEES	24 819	24 819
TOTAL 1	2 210 695	2 436 220
PROVISIONS		
Provisions Pour RISQ./CHARGES	501 220	554 683
Fonds dédiés sur Subvention d'investissement	13 333	26 667
TOTAL 2	514 553	581 349
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes	2 645 466	2 986 063
Trésorerie	83 858	0
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et Cptes Rattachés	384 218	221 533
Dettes Fiscales et Sociales	461 092	596 880
Autres Dettes Exploitation (trop perçus,...)	4 184	4 602
AUTRES DETTES		
Fournisseurs d'Immobilisations	8 842	29 086
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL 3	3 587 660	3 838 164
TOTAL GENERAL	6 312 908	6 855 734

5

ASSOCIATION "LA CLAUZE"
COMPTE DE RESULTAT

INTITULE	EXERCICE	EXERCICE
	2023	2022
<u>PRODUITS EXPLOITATION</u>		
- DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT	8 061 552	7 253 718
- PRESTATIONS DE SERCICE (hors Sup.Rég.Particulier)	603 544	483 638
- PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES (Avec Rég.Particulier)	1 207 890	959 962
- SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	77 420	77 308
- REPRISES SUR PROVISIONS EXPLOITATION	57 930	260 147
- AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	208 542	255 417
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	10 216 879	9 290 189
<u>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</u>		
- ACHATS STOCKES	383 941	332 456
- ACHATS NON STOCKES (ENERGIE)	185 612	140 752
- AUTRES ACHATS NON STOCKES	347 006	287 231
- SERVICES EXTERIEURS ET HONORAIRES	1 583 025	1 011 575
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	414	1 881
Sous-Total 1	2 499 998	1 773 895
<u>IMPOTS ET CHARGES SOCIALES</u>		
- IMPOTS ET TAXES	577 176	530 206
- REMUNERATIONS DU PERSONNEL	4 915 727	4 564 032
- CHARGES SOCIALES ET FISCALES	1 991 432	1 826 592
Sous-Total 2	7 484 335	6 920 830
<u>AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</u>		
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	496 300	499 090
- DOTATIONS AUX PROVISIONS EXPLOITATION	5 698	5 260
Sous-Total 3	501 998	504 350
RESULTAT D'EXPLOITATION	-269 452	91 114
- PRODUITS FINANCIERS	4 580	2 595
- REPRISES PROVISIONS FINANCIERES	0	0
- CHARGES FINANCIERES	37 673	42 189
- DOTATIONS PROVISIONS FINANCIERES	0	0
- DOTATIONS ETALEMENT CHARGES FINANCIERES		
RESULTAT FINANCIER	-33 093	-39 594
- PRODUITS EXCEPTIONNELS	173 777	105 619
- CHARGES EXCEPTIONNELLES	22 988	10 047
RESULTAT EXCEPTIONNEL	150 789	95 572
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-151 756	147 093

REGLES et METHODES COMPTABLES

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2023

L'association La Clauze est une association loi 1901, privée à but non lucratif qui a pour objet de contribuer au fonctionnement d'œuvres à caractère sanitaire, social et éducatif. Le centre SSR LA CLAUZE exerce des activités hospitalières recevant la population du territoire et principalement une population gériatrique dont la prise en charge s'articule autour de 5 spécialités : poly pathologique, polyvalent, trouble du comportement, soins palliatifs et unité UCC. Ses activités sont financées principalement par des recettes publiques de l'Assurance Maladie mais également par des fonds privés provenant de patients ou mutuelles complémentaires. Le bénévolat n'est pas significatif en 2023 sur les activités du CSSR LA CLAUZE.

La réglementation comptable appliquée prend sa source dans :

- L'instruction N°87-67 du 16 mars 1987, relative à l'adaptation de l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M21) aux établissements sanitaires gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- Le règlement n° 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Comptabilisation des charges et des recettes :

Depuis le 01 janvier 2005, afin que le compte de résultat fasse apparaître en charges, le montant des charges brutes réelles, les remises octroyées par les prestataires de soins sur les tarifs réglementaires TIPS (analyse de laboratoire) sont comptabilisées en produits et non plus déduites du compte de charge d'enregistrement de la dépense. Ces remises s'élèvent en 2023 à 31.612,42€.

De même, la baisse accordée des cotisations URSSAF en tant qu'établissement reconnu d'intérêt général localisé en zone de revitalisation rurale (ZRR) a été neutralisée en charges pour faire apparaître le montant brut du coût des rémunérations. Cette aide aux ZRR est comptabilisée en compte de produits. Sur 2023, le montant de cette aide s'est élevé à 69.698.03€.

Les immobilisations corporelles :

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire.

Les durées pratiquées pour la dépréciation sont les suivantes depuis 1998:

- | | |
|---------------------------------|--------------------------------------|
| ▪ Installations : | 10 ans |
| ▪ Matériel général et médical : | 5 ans |
| ▪ Matériel Informatique | 3 ans |
| ▪ Mobilier d'hébergement | 5 ans |
| ▪ Mobilier de bureau | 10 ans |
| ▪ Constructions neuves | de 10 ans à 40 ans ou par composants |

Aucun amortissement fiscal n'est pratiqué.

Les stocks :

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré ou au dernier prix connu. Le comptage retenu pour l'établissement du bilan est celui réalisé dans la dernière semaine de décembre. Au 31 décembre, six stocks sont enregistrés :

- Produits pharmaceutiques : 51.047,82 €,
- Oxygène : 926,19 €,
- Dispositifs médicaux : 53.016,04 €,
- Fioul : 4.473,60 €,
- Gaz domestique : 877,55 €,
- Plaque de bois : 901,12 €.

Les créances clients :

Les créances des comptes patients et des organismes complémentaires font l'objet de la constatation de provisions pour dépréciation, évaluées de manière ciblée après l'envoi de lettres de rappel restées sans suite.

Elles s'élèvent à 189.234,82€ au 31 décembre 2023 pour les créances courantes.

Est comptabilisée une provision pour la créance gelée (Art.58) par la CPAM d'un montant de 73 625,95€.

Les capitaux propres :

Ils sont composés de fonds associatifs sans droit de reprise, et de réserves libres constituées par les excédents passés.

La réserve pour investissement, sans droit de reprise, est composée d'excédents budgétaires antérieurs issus du compte administratif opposable.

Suite à un changement de méthode comptable au 01^{er} janvier 2020 concernant les subventions d'investissement les sommes inscrites aux comptes 10260000 ou 10360000 ont été reclassées dans les comptes 110 (subventions finançant des biens totalement amortis (524.727,86€)) et les compte 131 (subventions finançant des biens en cours d'amortissement, 166.171,33€) et les comptes 1391 (subventions qui aurait dû être étalée si la nouvelle méthode avait été appliquée lors de l'encaissement de la subvention. 97.977,63€).

En 2022, l'établissement a obtenu 3 nouvelles subventions d'investissement pour 97.700€ dans le cadre du FMIS pour matériel et travaux. Ces subventions ont été inscrite en compte 131 et sont traitées selon la nouvelle réglementation de 2020.

Les provisions :

Le calcul chargé de la provision pour départ à la retraite est basé sur une méthode prospective à partir de

- L'âge légal de départ à 64 ans.
- D'une évolution annuelle des salaires de 2 % pour les cadres et de 1% pour les non-cadres,
- D'un taux de charges patronales totales de 65 % pour les cadres et de 51% pour les non-cadres.
- De la table de mortalité INED 2018-2020,
- D'un turn-over moyen.
- Et d'un taux d'actualisation de 3,17% (ANC rec 13-02 §6241 ; RNFC sous PCG art 341-1)

La provision s'élève à 477.406€ au 31 décembre 2023 et a fait l'objet d'un réajustement portant sur le taux d'actualisation.

Un contrôle URSSAF a été réalisé dans l'établissement du 26 au 29 août 2014. Des observations ont été faites. Certaines ont été contestées devant la commission de recours amiable. Parallèlement, une action devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale a été engagée. Nous avons également demandé l'exonération des majorations et des pénalités financières. Le tribunal des affaires de

sécurité sociale de l'Aveyron a été saisi le 25 mars 2015. L'établissement a été convoqué et le tribunal a rendu sa décision fin 2017 mais l'URSSAF a contesté cette décision fin février 2018. La provision de **20 046,64€** pour les observations et celle de **3 767,00€** pour les majorations financières ont donc été maintenues en 2023, la Cour d'Appel n'ayant rendu sa décision que début 2024.

Une provision pour renforcement du fonds de roulement a été comptabilisée pour 200.000€ en 2010, en vue de la réalisation du Projet UCC Alzheimer. Elle a été reprise cette année pour un montant de 13 333,33 € correspondant à l'amortissement annuel. Cette provision a été reclassée depuis le 01^{er} janvier 2020 dans le compte Fonds dédiés sur investissement (compte 19210000).

Les dettes au passif du bilan :

L'ensemble des dettes a une échéance à moins d'un an, à l'exception des emprunts qui sont inscrits au bilan.

Deux emprunts sont enregistrés au bilan :

- Un emprunt de rachat de créances de prêts existants (anciennement DEXIA Crédit Local et CREDIT AGRICOLE UCC) d'un nominal de 2.652.000€ au 01^{er} janvier 2019 dont le solde est de 1.616.384,08€ au 31 décembre 2023.
- Deux prêts pour extension des locaux d'un nominal total de 1.428.000€ contracté en décembre 2018 pour les travaux d'extension du bâtiment dont le solde est de 1.029.082,38€ au 31 décembre 2023.

Au final, le solde de ces 3 emprunts au 31 décembre s'élève à 2.645.466,46€ et le remboursement de cette dette va être étalé sur 12 ans.

Les dettes d'exploitation comprennent :

- Une dette provisionnée pour congés payés (73 jours) pour un montant de 12.068,91 € chargée.
- Une dette provisionnée pour 703,96 heures supplémentaires pour un montant de 18.569,30€ chargé. Cette dette est majorée de 25 % pour les temps pleins et de 10 % pour les temps partiels (heures complémentaires).
- Une dette provisionnée pour Fériés & RTT de 957,34 € chargée.
- La dette provisionnée pour les indemnités de précarité CDD est de 5.191,64 € chargée.
- Une dette provisionnée pour indemnité compensatrice de congés payés de 26.763,66€. Cette provision fait suite à une modification de la règle d'indemnisation des congés au bénéfice des salariés subissant des contraintes de travail particulier et prévu par un accord d'entreprise du 16 février 2021 et qui a été mise en place en 2020.

FAITS SIGNIFICATIFS

L'établissement a retrouvé sa pleine capacité de 74 lits depuis janvier 2021, fin de la période de travaux d'extension des locaux qui a duré un peu plus d'une année et le fonctionnement n'a pas été perturbée par la présence de cas Covid. Quelques patients ont été touchés mais n'ont pas été isolés sur des services spécifiques.

Le CSSR la Clauze a fonctionné avec un taux d'activité de 95,43% et le manque de personnel a nécessité de faire appel à l'extérieur pour le recrutement des personnels en CDD via COOP EMPLOI et à l'intérim.

Les modalités de financement de nos activités et d'attribution des produits versés par l'Assurance Maladie sont identiques depuis 2017 et se composent d'une partie fixe (Dotation Annuelle de Financement, 90%) et d'une partie soumise à l'activité de l'année en cours (Dotation Modulée à l'Activité, 10%). Toutefois, le nouveau modèle a été déployé dès le 2^{ème} semestre 2023 produisant des effets positifs et aboutissant à un versement complémentaire de l'ARS en versement AC de +265.055€. L'activité ayant été forte sur 2023, un complément de DMA de +104.833,96€ sera versé début 2024.

Le niveau de trésorerie en baisse constante est à son niveau le plus bas depuis cinq ans, et se trouve dans une situation de découvert plaçant l'association en risque de cessation de paiement, faute de financements ARS Occitanie obtenues en début d'année budgétaire et dans le flou de la réforme de tarification qui devrait être pénalisante pour la structure.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

La cour d'appel de Montpellier a rendu sa décision le 21 février 2024 dans la procédure de redressement URSSAF de 2024 et a condamné l'établissement à payer la somme de 23.390.64€.

Compte tenu du manque de personnel et de médecin et afin d'éviter le recours à des prestataires externes relativement coûteux, l'établissement a pris la décision de fermer 18 lits sur le secteur des Erables à partir du mois d'avril 2024.

La situation financière de l'établissement est très fragile, une avance de trésorerie a été demandée à la CPAM dès le mois de janvier et des négociations de découvert ont été négociées avec les établissements bancaires pour repousser la cessation de paiement.

La mise en place du nouveau système de tarification reste très floue et ne permet pas à l'établissement de constituer et de piloter un budget 2024 fiable et réaliste.

L'établissement a entamé en mars 2024 un dialogue de gestion avec l'ARS qui procède à l'analyse de nos données tant financières que RH et se poursuit.

55

DETAILS DES CREANCES A L'ACTIF

COMPTE 41120000	Caisse pivpt	
COMPTE 41122003	Caisse Pivot Art.58 créances gelées	73 625,95
COMPTE 411-----	Mutuelles, Patients	197 147,82
COMPTE 41110000	Collectif PATIENTS	32 650,68
COMPTE 41131000	Caisses Hors D.G.Rég.Général	
COMPTE 41132000	Caisses Hors D.G.Rég.Agricoles	
COMPTE 41133000	Caisses Hors D.G. T,N,S,	
COMPTE 41134000	Caisses Hors D.G. Divers	
COMPTE 41140000	Département, Conseil Général	
COMPTE 41150000	Mutuelles Complémentaires	156 584,14
COMPTE 41600000	Clients Douteux	7 913,00
COMPTE 41170000-----	Prestations entre établissements	19 936,47
COMPTE 41180000 -----	Autres redevables	0,00
COMPTE 46700000 -----	Créances diverses	47 074,05
	Produits à recevoir	47 264,20
44110000	Subventions d'investissement	11 779,00
46870000	Produits à recevoir	35 485 20
42870000	Personnel Produits à recevoir	0,00
40980000	RRR à obtenir et autres avoirs non encorés rec	0,00

EVOLUTION DU REPORT A NOUVEAU

<u>Compte 11900000 : RAN ASSOCIATION DEFICITAIRE</u>	MOUVEMENT	SOLDE
-- 1999 : Déficit 1998 en report à nouveau :	-274 479,86	-274 479,86 F
-- 2000 : Déficit 1999 en report à nouveau :	-116 260,35	-390 740,21 F
-- 2001 : Déficit 2000 en report à nouveau :	-240 889,19	-631 629,40 F
-- 2002 : Déficit 2001 en report à nouveau :	-324 329,14	-955 958,54 F
-- 2003 : Déficit 2002 en report à nouveau :	-59 197,74 €	-204 932,66 €
Imputation report à nouveau sur réserves :	0,00 €	0,00 €
-- 2006 : Affectation solde Réserve de compensation en compe	515,76 €	515,76 €
Imputation de la provision départ retraite 2005 :	-129 235,70 €	-128 719,94 €
-- 2007 : Couverture report à nouveau sur Résultat 2006	128 719,94 €	0,00 €
-- 2010 : Affectation du résultat déficitaire 2009	-120 531,43	-120 531,43 €
-- 2011 : Affectation d'une partie du résultat excédentaire 2010	120 531,43	0,00 €
-- 2013 : Déficit 2012	-30 490,07	-30 490,07 €
-- 2014 : Affectation du résultat excédentaire 2013	29 743,29	-746,78 €
-- 2015 : Affectation du résultat excédentaire 2014	746,78	0,00 €
-- 2018 : Déficit 2017 en report à nouveau	-5 213,74	-5 213,74 €
-- 2019 : Affectation d'une partie du résultat excédentaire 2018	5 213,74	0,00 €
-- 2020 : Affectation d'un résultat déficitaire 2019 en RAN	-167 572,45	-167 572,45 €
-- 2021 : Affectation d'un résultat excédentaire 2020 en RAN	138 560,79	-29 011,66 €
<u>Compte 11000000 : RAN ASSOCIATION EXCEDENTAIRE</u>	MOUVEMENT	SOLDE
-- 2008 : Affectation du résultat excédentaire 2007	15 297,31 €	15 297,31 €
-- 2009 : Affectation du résultat excédentaire 2008	-7 073,51 €	8 223,80 €
-- 2011 : Affectation d'une partie du résultat excédentaire 2010	-8 223,80 €	0,00 €
-- 2019 : Affectation du résultat excédentaire 2008		
-- 2020 : Affectation des subventions investissement s/bien amorti (Changement méthode comptable ANC n° 2018- 06)	608 076,95 €	608 076,95 €
-- 2022 : Affectation du résultat excédentaire 2021	63 999,19 €	672 076,14 €
-- 2023 : Affectation du résultat excédentaire 2022	147 092,58 €	819 168,72 €
SOLDE AU 31.12.23 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2023		790 157,06 €

ET

DETAIL DES DETTES D'EXPLOITATION

Détail du poste DETTES FISCALES ET SOCIALES

		461 092,39
COMPTE 42200000	Fonds Œuvres Sociales Personnel	12 551,75
COMPTE 42700000	Oppositions sur salaire	426,13
COMPTE 42860000	Autres Charges à payer	3 418,92
COMPTE 43100000	U.R.S.S.A.F. de l'Aveyron	173 464,47
COMPTE 43730500	AG2R PERE	2 805,17
COMPTE 43731000	Retraite C & NC	60 373,25
COMPTE 43732100	MEDERIC Prévoyance Cadre + Mutuelle	0,00
COMPTE 43732200	PREDICA Mutuelle	33 998,60
COMPTE 43732300	MUTUELLE	
COMPTE 43732400	Prévoyance NC	7 818,00
COMPTE 43732500	Prévoyance C	4 429,00
COMPTE 43740000	A.S.S.E.D.I.C.	16 979,30
COMPTE 43750000	Divers	
COMPTE 43781000	OPCO SANTE	24 149,55
COMPTE 43782000	UNIFAF	
COMPTE 43784000	EFFORT CONSTRUCTION	20 956,54
COMPTE 43871000	I.J	3 170,09
COMPTE 44210000	Etat - PAS	13 304,00
COMPTE 44710000	Trésorerie de Réquista (Taxe sur les salaires)	22 446,00
COMPTE 43860000	Charges Sociales sur indemnités de précarité CDD	1 390,41
COMPTE 44860000	Charges Fiscales sur indemnités de précarité CDD	382,31
COMPTE 42820000	Dettes provisionnées C.P. Rémunérations	38 700,51
COMPTE 43820000	Dettes provisionnées C.P. Charges sociales	15 944,26
COMPTE 44820000	Dettes provisionnées C.P. Charges fiscales	4 383,63

461 092,39

Détail du poste Autres dettes d'exploitation

COMPTE 46860000	Charge à Payer	22,63
COMPTE 46720000	Autres créiteurs	397,50
COMPTE 41910000	Trop perçu	3 763,66
COMPTE 41980000	Avoirs à établir & RRR à accorder	
		4 183,81

ET

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	VARIATION %
- 2012 Frais d'Établissement - 2050 Concessions, Droits, Brevets	281 525,97	15 157,92	0,00	296 683,89	5,38%
TOTAL IMMOB[°] INCORPORELLES	281 525,97	15 157,92	0,00	296 683,89	5,38%
- 2158000 Terrains	52 329,73	0,00	0,00	52 329,73	0,00%
- 213 Constructions sur sol propre	248 233,31	0,00	0,00	248 233,31	
- 214 Constructions sur sol d'autrui	3 214 716,29	101 340,44	0,00	3 316 056,72	1,23%
- 215410 MATERIEL DE RESTAURATION	295 936,54	0,00	10 243,94	285 692,60	-3,46%
- 215440 MATERIEL DE SOINS	597 217,24	9 273,18	5 041,10	601 454,32	0,71%
- 215450 MATERIEL D'HEBERGEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	
- 215480 MATERIEL DIVERS	212 117,71	3 444,57	5 306,13	210 256,15	1,95%
- 218100 G.A.A.C.	473 280,35	14 990,07	3 701,21	484 569,21	2,39%
- 218130 MATERIEL TELEPHONIQUE	319 362,23	5 799,74	5 272,34	319 889,63	0,16%
- 218140 MATERIEL DE CHAUFFAGE	123 413,65	0,00	0,00	123 413,65	0,00%
- 218120 MATERIEL DE TRANSPORT	16 371,22	0,00	0,00	16 371,22	0,00%
- 218310 MATERIEL DE BUREAU/INFORMATIQUE	203 153,32	12 722,57	0,00	215 875,89	6,26%
- 218410 MOBILIER HEBERGEMENT	261 363,29	5 795,50	58 117,32	209 041,47	-19,93%
- 218420 MOBILIER DE BUREAU	31 420,37	1 793,75	1 948,72	31 265,40	3,49%
- 218800 Autres immobilisations corporelles	432,51	0,00	0,00	432,51	0,00%
- 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	49 799,15	52 261,31	102 060,46	0,00	+100,00%
TOTAL IMMOB[°] CORPORELLES	11 150 247,49	216 426,33	191 592,22	11 175 081,60	0,22%
- 27100 Titres immobilisés (Parts sociales)	9 121,00	147,00	0,00	9 268,00	1,61%
- 27500 Débits et cautionnements	7 370,00	0,00	0,00	7 370,00	0,00%
TOTAL IMMOB[°] FINANCIERES	16 491,00	147,00	0,00	16 638,00	0,89%
TOTAUX	11 448 264,46	231 731,25	191 592,22	11 485 403,49	0,35%

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	AMORTISSEMENTS CUMULES DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	DIMINUTIONS RESULTANT DE SORTIES	AMORTISSEMENTS CUMULES FIN EXERCICE	VARIATION %
- 28012 Frais d'Établissement - 28050 Concessions, Droits, Brevets - 28081 Logiciels	249 048,82	19 040,13	0,00	268 088,95	7,65%
AMORT IMMOB[°] INCORPORELLES	249 048,82	19 040,13	0,00	268 088,95	7,65%
- 281000 CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	116 226,32	12 411,69	0,00	128 638,01	
- 281400 CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	3 796 008,70	293 273,43	0,00	4 089 282,13	7,75%
- 2815410 MATERIEL DE RESTAURATION	222 237,33	29 511,51	10 243,94	241 504,90	3,71%
- 2815440 MATERIEL DE SOINS	487 523,39	45 107,39	5 041,10	497 590,29	3,76%
- 2815450 MATERIEL D'HEBERGEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	
- 2815480 MATERIEL DIVERS	159 693,39	15 399,30	5 306,13	169 787,79	6,32%
- 2818100 G.A.A.C.	346 421,72	19 586,23	3 701,21	362 306,79	4,59%
- 2818130 MATERIEL TELEPHONIQUE	257 321,75	12 574,47	5 272,34	264 623,88	2,84%
- 2818140 MATERIEL DE CHAUFFAGE	67 341,38	7 259,14	0,00	74 600,52	10,80%
- 2818120 MATERIEL DE TRANSPORT	16 371,22	0,00	0,00	16 371,22	0,00%
- 2818310 MATERIEL DE BUREAU	132 157,44	34 758,39	0,00	166 915,83	26,30%
- 2818410 MOBILIER HEBERGEMENT	237 911,37	5 306,20	58 117,32	185 100,25	-22,16%
- 2818420 MOBILIER DE BUREAU	38 038,25	2 297,32	1 948,72	38 386,85	0,51%
- 2818800 Autres immobilisations corporelles	432,51	0,00	0,00	432,51	0,00%
AMORT IMMOB[°] CORPORELLES	5 868 079,48	477 586,68	89 531,76	6 256 134,40	5,51%
TOTAUX	6 117 128,30	496 626,81	89 531,76	6 524 223,35	6,65%

TABLEAU DE VARIATION DE L'ACTIF NET IMMOBILISE

RUBRIQUES	VALEUR NETTE DEBUT EXERCICE	VALEUR NETTE FIN EXERCICE	VARIATION %
-- 2012 Frais d'Etablissement	0,00	0,00	
-- 2050 Concessions, Droits, Brevets	32 477,15	28 594,94	-11,95%
-- 2081 Logiciels	0,00	0,00	
TOTAL IMMOB[°]. INCORPORELLES	32 477,15	28 594,94	-11,95%
-- 21158000 Terrains	52 329,73	52 329,73	0,00%
-- 213 Constructions sur sol propre	132 006,99	119 595,30	-9,40%
-- 214 Constructions sur sol d'autrui	4 428 707,58	4 236 774,53	-4,33%
-- 215410 MATERIEL DE RESTAURATION	73 698,71	44 087,20	-40,18%
-- 215440 MATERIEL DE SOINS	139 693,85	103 864,04	-25,65%
-- 215450 MATERIEL D'HEBERGEMENT	0,00	0,00	
-- 215480 MATERIEL DIVERS	52 423,72	46 468,49	-11,36%
-- 218100 I.G.A.A.C.	126 358,63	122 262,42	-3,62%
-- 218130 MATERIEL TELEPHONIQUE	62 040,47	55 255,74	-10,92%
-- 218140 MATERIEL DE CHAUFFAGE	56 229,27	48 970,13	
-- 218120 MATERIEL DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00%
-- 218310 MATERIEL DE BUREAU	70 995,88	48 960,46	-31,04%
-- 218410 MOBILIER HEBERGEMENT	24 051,91	24 541,21	2,03%
-- 218420 MOBILIER DE BUREAU	13 332,12	15 327,95	18,72%
-- 218800 Autres Immobilisations corporelles	0,00	0,00	#DIV/0!
--23 IMMOBILISATIONS EN COURS	49 799,15	0,00	0,00%
TOTAL IMMOB[°]. CORPORELLES	5 282 168,01	4 318 947,20	-6,88%
-- 27100 Titres immobilisés - Parts sociales:	9 121,00	9 268,00	1,61%
-- 27500 Dépôts et cautionnements	7 370,00	7 370,00	
TOTAL IMMOB[°]. FINANCIERES	16 491,00	16 638,00	0,89%
TOTAUX	5 331 136,16	4 964 180,14	-6,88%

TABEAU DES PROVISIONS

RUBRIQUES	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANT FIN EXERCICE	VARIATION %
142 Prov pr renforcement Fond Roulement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
1486 Réserve d'investissement -	24 819,23	0,00	0,00	24 819,23	0,00%
PROVISIONS REGLEMENTEES	24 819,23	0,00	0,00	24 819,23	0,00%
1511 Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
1514 Provisions pour amendes	3 767,00	0,00	0,00	3 767,00	0,00%
1518 Provisions Risques d'exploitation	20 046,64	0,00	0,00	20 046,64	0,00%
1516 Provisions Risques d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
1530 Provisions pour indemnités de départ à la retraite	530 869,00	0,00	53 463,00	477 406,00	-10,07%
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	554 682,64	0,00	53 463,00	501 219,64	-9,64%
1921 Fonds dédiés s/subvention d'investissement (UCC)	26 666,71	0,00	13 333,33	13 333,38	1333238,00%
FONDS DEDIES	26 666,71	0,00	13 333,33	13 333,38	-50,00%
29000 Dépréciation des immobilisations	0,00			0,00	
39000 Dépréciation des stocks	0,00			0,00	
49000 Dépréciation des créances	6 682,32	5 698,00	4 467,32	7 913,00	18,42%
49120030 - Provision Créance art 58	73 625,95	0,00		73 625,95	0,00%
49670000 - Provision Dépréciation	48 680,61	0,00	1 875,73	46 804,88	-3,85%
59060000 -Provision Dépréciation Obligations	0,00			0,00	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	128 988,88	5 698,00	6 343,05	128 343,83	-0,50%
T O T A U X	739 157,48	5 698,00	73 139,38	667 716,08	-9,17%

ETAT DES RESERVES

RUBRIQUES	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANT FIN EXERCICE	VARIATION %
FONDS ASSOCIATIFS (102)	135 691,12	0,00	0,00	135 691,12	0,00%
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	0,00	0,00	0,00	0,00	
RESERVE DE TRESORERIE (10685)	39 826,16	0,00	0,00	39 826,16	0,00%
RESERVE D'INVESTISSEMENT(106821)	760 280,99		0,00	760 280,99	0,00%
RESERVE DE COMPENSATION (106861)	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAUX	935 798,27	0,00	0,00	935 798,27	0,00%

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

NATURE DU CONTRAT	DATE DU CONTRAT	DUREE DU CONTRAT	REDEVANCES PAYEES		REDEVANCES RESTANT A PAYER (hors indexation)			Prix d'achat résiduel
			de l'exercice	CUMULEES	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	de plus de 5 ans	
LOYER								
Bail Immobilier	01/04/2007	45 ans		172 203,52 €	0,00 €	54 711,72 €	460 230,50 €	514 942,22 €
PHOTOCOPIEURS								
CREDIT BAIL	11/06/2019	5 ANS		32 520,40 €	7 147,92 €	-3 928,72 €	0,00 €	3 219,20 €
SERVEURS								
VEHICULES								
location C3 1er contrat	27/04/2015	3 ANS	0,00 €	9 240,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
location C3 n°2 (en remplacement de la 1ère)	18/06/2018	5 ANS		12 589,61 €	1 054,38 €	0,00 €	0,00 €	1 054,38 €
location C3 n°2 (2ème véhicule)	09/10/2019	5 ANS		9 618,25 €	2 276,16 €	1 756,07 €		4 032,23 €
						0	0	0
TOTAL			0,00 €	236 172,26 €	10 478,46 €	52 539,07 €	460 230,50 €	523 248,03 €
								0,00 €

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31 Décembre 2023

A l'assemblée de l'association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Rodez, le 12 Juin 2024

Gilles TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ